Élections de second ordre et responsabilité électorale dans un système de gouvernance à niveaux multiples

Second-order elections and electoral accountability in multi-level governance systems

Nicolas Sauger

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/2990>

DOI : 10.4000/ress.2990

ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 15 mai 2015

Pagination : 21-47

ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Nicolas Sauger, « Élections de second ordre et responsabilité électorale dans un système de gouvernance à niveaux multiples », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], 53-1 | 2015, mis en ligne le 01 janvier 2019, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ress/2990> ; DOI : 10.4000/ress.2990

ÉLECTIONS DE SECOND ORDRE ET RESPONSABILITÉ ÉLECTORALE DANS UN SYSTÈME DE GOUVERNANCE À NIVEAUX MULTIPLES

NICOLAS SAUGER

Sciences Po Paris, CEE
nicolassauger@gmail.com

Résumé. Dans le cadre de la littérature sur les élections européennes considérées comme des élections de second ordre, cet article interroge la relation entre évaluation des performances gouvernementales et vote. Conduit dans un cadre comparatif à partir de données de sondages dans sept pays européens menés à l'occasion des élections de 2014, cette étude met en miroir logiques nationales et logiques européennes dans le vote rétrospectif. Il conclut à la coexistence de ces deux logiques dans les décisions de vote, mettant ainsi en question le postulat d'une domination des logiques uniquement nationales dans les votes européens.

Mots-clés: élections européennes, responsabilité électorale, vote économique, vote rétrospectif.

Abstract. In the context of the literature about European elections viewed as second-order elections, this article studies the relation between voters' assessments of government performance and vote choice. Anchored in a comparative perspective and analysing data coming from a comparative opinion survey conducted after the 2014 European elections in seven countries, this study compares national and European logics in shaping retrospective voting. The article concludes that both national and European logics are significant and intertwined, thus questioning the assumption of the domination of national logics in choices for the European elections.

Keywords: electoral accountability, economic voting, European elections, retrospective voting.

INTRODUCTION

Depuis 1979, huit élections au Parlement européen ont été organisées au suffrage universel direct. Malgré les élargissements successifs de l'Union européenne (UE), malgré la mutation profonde de son rôle et de son importance dans le système de gouvernance des politiques publiques, le constat du caractère secondaire de ces élections, posé dès l'année suivant la première election directe (Reif et Schmitt, 1980), ne paraît guère aujourd'hui devoir être amendé. Victimes de campagnes courtes et dominées par les enjeux nationaux, négligées par les partis et les élites politiques, ces élections semblent avant tout illustrer le constat d'une volatilité électorale croissante (Reif, 1984 ; Schmitt et Thomassen, 1999 ; Schmitt, 2005, 2014 ; Hix et Marsh, 2007, 2011). Ces élections sont celles de records, mais de ceux dont beaucoup préféreraient ne pas observer. La participation peut y atteindre des minima – jusqu'à 13,04 % en Slovaquie en 2014 – et des partis protestataires des records – 24,86 % pour le Front national en France également en 2014. Pourtant, ces élections au suffrage universel direct avaient été conçues comme l'instrument indispensable au fonctionnement de l'UE : « De la participation consciente [des peuples] sortira la seule volonté qui puisse soutenir la construction communautaire au-delà des contingences, des divergences et des particularismes du moment » (Battista et al., 1960, p. 16).

Les élections de 2014 ont été un moment perçues comme celles du changement. Longtemps comprises comme des institutions inachevées, ou des élections en devenir, les élections européennes se virent transformées par le Traité de Lisbonne en véritables élections parlementaires, devant conduire directement à la désignation du futur président de la Commission par l'intermédiaire des fameux *Spitzenkandidaten* (Hobolt, 2014). Notons néanmoins que 2014 n'est de ce point de vue pas une nouveauté. La « parlementarisation » et l'eupéanisation de ces élections procèdent d'une évolution qui date au moins des années 1960, avec, comme première réforme, leur tenue au suffrage universel direct à

I Il faut bien sûr noter que la rédaction du Traité de Lisbonne est plus prudente, indiquant plus une direction souhaitée qu'une obligation légale. C'est notamment la stratégie du Parti socialiste européen et de son leader désigné, Martin Schultz, qui explique la mise en œuvre effective de ce principe.

partir de 1979 (Hix et Hoyland, 2011). L'harmonisation progressive des règles électorales avec une formule proportionnelle adoptée pour l'ensemble des pays et le principe de responsabilité politique de la Commission devant le Parlement européen à partir des années 1990 en constituent les étapes suivantes.

Aucune de ces réformes institutionnelles ne semble avoir pu altérer la nature de scrutin «de second ordre» des élections européennes. La théorie des élections de second ordre appliquée au cas européen repose en effet sur trois constats empiriques principaux (Reif et Schmitt, 1980 ; Reif, 1984). Le premier est celui d'une participation moindre pour ces scrutins que pour les scrutins nationaux de référence. Le second est que les partis contrôlant le gouvernement national perdent des voix lors de ces scrutins par rapport au scrutin national précédant, et ce dans des proportions déterminées par la place des élections européennes dans le cycle électoral national². Le troisième constat est que ces pertes électorales profitent principalement aux partis périphériques dans le système, accroissant de ce fait mécaniquement la fragmentation du système de partis. La théorie des élections de second ordre reste cependant moins disert sur les explications de ces constats. L'essentiel est dû à «l'importance» différentielle de ce scrutin par rapport aux scrutins nationaux décisifs. Si l'interprétation peut sembler raisonnable, elle entre en conflit néanmoins avec bien des résultats traditionnels de la sociologie électorale. Celle-ci tend en effet à montrer que le vote est plutôt sujet d'habitude, notamment pour la participation (par exemple, Franklin, 2004), que le vote stratégique reste souvent limité et que, quand celui-ci est repérable, il est davantage organisé par le rapport des forces que par l'importance du scrutin (Straeten et al., 2013).

C'est à explorer une partie de ce paradoxe que s'emploie cet article. La question que nous posons est celle de l'articulation de la mise en œuvre des principes de responsabilité au niveau national et au niveau européen dans un cadre institutionnel souvent qualifié de «système de gouvernance à niveaux multiples» (Hooghe et Marks, 2001). Dans la logique de la théorie des élections

2 Plus précisément, les pertes sont supposées croître suivant une fonction quadratique du temps après le scrutin national de référence avant d'atteindre un maximum dont la localisation fait débat. Les pertes sont ensuite susceptibles de décroître, le scrutin national suivant se rapprochant.

de second ordre, les électeurs devraient soit n'imputer aucune responsabilité à l'UE soit ne pas tenir compte de leur opinion sur cette responsabilité dans leur vote pour les élections européennes. Ils devraient au contraire faire jouer pleinement la responsabilité du gouvernement national. Ceci permettrait d'expliquer le second constat de la théorie du second ordre, à savoir une perte électorale des partis de gouvernement en fonction du cycle électoral national. Ce questionnement entre par ailleurs en résonance non seulement avec le principe de responsabilité de la Commission devant le Parlement européen mais également avec l'impact que la crise économique et financière européenne a eu sur le modèle de gouvernance européen (Kriesi, 2012).

Les éléments de réponse que nous pourrons apporter à partir du cas des élections européennes de 2014 sont présentés dans la suite de cet article en deux sections principales. Nous reviendrons d'abord sur les liens entre vote rétrospectif et responsabilité électorale nationale ou européenne, avant d'explorer par la suite les données d'une enquête comparative sur sept pays européens, réalisée par questionnaires en mai/juin 2014.

I. VOTE RÉTROSPECTIF ET RESPONSABILITÉ ÉLECTORALE DANS UN SYSTÈME DE GOUVERNEMENT À NIVEAUX MULTIPLES

L'analyse de la dimension rétrospective du vote est une opération maintenant bien ancrée dans la sociologie électorale (Kinder et Kiewiet, 1979 ; Fiorina, 1981 ; Lewis-Beck, 1988). Il s'agit de comprendre dans quelle mesure les résultats du gouvernement sortant sont importants dans les choix de vote des électeurs. Le modèle est celui de la récompense et de la punition, une bonne performance devant permettre d'attirer de nouveaux électeurs quand une mauvaise conduira son électorat précédent à se disperser. Ce vote rétrospectif répond ainsi aux attendus de la théorie contemporaine de la démocratie représentative où l'*accountability*, c'est-à-dire la reddition des comptes, occupe une place centrale (Manin, Przeworski et Stokes, 1999). Pour qu'il y ait effectivement responsabilité électorale, il faut alors que cette approche rétrospective soit significative pour les citoyens, en complément ou en substitution à des logiques d'identification (modèle de l'identification partisane) ou des logiques prospectives

(préférences sur les programmes à mettre en œuvre, largement analysées par les théories spatiales du vote : voir, par exemple, Merrill et Grofman, 1999).

Les analyses rétrospectives du vote se sont pour l'essentiel développées dans le cadre national, sur les questions économiques. Elles sont ainsi également connues comme analyses du « vote économique » (Whitten et Palmer, 1999). Ces analyses trouvent leurs origines notamment dans les théories du cycle politico-économique (Nordhaus, 1975 ; Alesina, Cohen et Roubini, 1993), supposant qu'un gouvernement a la capacité de manipuler suffisamment l'environnement économique pour être en mesure de maximiser ses chances de réélection. En effet, à partir d'un postulat de myopie des électeurs (qui ne seraient en mesure de prendre en compte dans leurs évaluations que les dynamiques les plus récentes, de l'ordre de quelques mois, et pas une histoire plus longue), les gouvernements pourraient chercher à jouer sur les arbitrages, notamment entre inflation et croissance économique, pour susciter une période de prospérité économique (en termes de croissance) en fin de cycle politique. Or comme les électeurs seraient particulièrement sensibles aux évolutions de cette dernière au moment d'évaluer le gouvernement sortant, le parti au pouvoir pourrait augmenter ses soutiens, tout en maintenant les grands équilibres macro-économiques, mais aux dépens d'une optimisation de la croissance de long terme. On retrouve bien là quelques éléments fondateurs pour étayer la seconde hypothèse de la théorie des élections de second ordre appliquée aux scrutins européens.

Les tests empiriques de la théorie des cycles politico-économiques ont produit des résultats contrastés³. De fait, les débats ont porté principalement sur trois points. Le premier débat porte sur le fait de savoir si ce sont les données économiques objectives ou plutôt la perception subjective de ces grandeurs qui doivent être analysées. Si la première approche a l'avantage d'un lien plus direct avec la décision de choix, on lui a également reproché l'existence de biais de perceptions (Van der Brug, Van der Eijk et Franklin, 2007 ; Duch, 2008). Le second débat confronte l'approche sociotropique (attention portée aux évolutions des indicateurs macro-économiques) à une approche égotropique (attention portée par l'in-

3 Pour un état des lieux récent, voir par exemple Sauger, 2014.

dividu à sa situation économique propre : voir Lewis-Beck et Stegmaier, 2000). Le troisième débat interroge l'horizon temporel utilisé par les électeurs, certains préférant plutôt recentrer l'analyse sur l'anticipation de la croissance (la performance passée servant alors d'indicateur pour construire ses croyances sur la croissance future), d'autres questionnant la période d'évolution la plus pertinente à prendre en compte (performance passée de trois mois à deux ans, différence de la performance passée par rapport à une tendance longue nationale, par rapport à une performance moyenne des pays voisins, etc. : voir Anderson, 2007).

Les développements récents de l'analyse du vote rétrospectif portent notamment sur deux dimensions. D'une part, la focalisation sur la dimension économique fait l'objet de discussions, d'autres dimensions de l'activité gouvernementale pouvant bien sûr, elles-aussi, être soumises à une évaluation rétrospective et, le cas échéant, conduire à un changement d'orientation de vote. Cela peut d'ailleurs être aussi le cas de dimensions qui ne sont pas directement liées à des secteurs de politiques publiques mais qui sont susceptibles d'affecter la « valence » des candidats (c'est-à-dire toutes les caractéristiques intrinsèques des candidats qui ne sont pas des préférences sur les politiques publiques : voir Birch et Allen, 2015). D'autre part, il apparaît également que tous les contextes ne sont pas aussi favorables à l'exercice d'un jugement rétrospectif. C'est la question de la clarté de la responsabilité (Powell et Whitten, 1993). Celle-ci se définit très simplement par l'aisance avec laquelle l'attribution de la responsabilité d'une décision ou d'un résultat à un acteur bien identifié est exprimée. La littérature a identifié trois niveaux où pouvait être définie cette clarté (Hobolt, Tilley et Banducci, 2013 ; Hellwig et Samuels, 2007). Au niveau institutionnel, tout d'abord, la clarté oppose les systèmes où la prise de décision est personnalisée à ceux où la prise de décision est diluée entre différents acteurs. Les périodes de *divided government* aux États-Unis sont typiquement ces situations où la clarté de la responsabilité n'est pas forte puisque, le Président et le Congrès étant de couleurs politiques différentes, il est difficile de savoir qui est responsable. À un second niveau, la clarté peut être affectée non pas par le contexte institutionnel mais par les conditions politiques du moment. Les périodes de grande coalition, rassemblant l'ensemble des principaux partis au gouvernement, consti-

tuent également une situation où l'attribution du blâme est moins évidente. Les partis eux-mêmes peuvent déployer des stratégies visant à diminuer la clarté de la responsabilité par le biais d'une communication de brouillage ou de camouflage. Enfin, de façon pratiquement symétrique à la clarté institutionnelle, la clarté juridictionnelle décrit les situations où c'est le pouvoir attribué au niveau de décision de référence qui est lui-même diminué. La globalisation est ainsi une situation contribuant à amoindrir la clarté de la responsabilité en multipliant les contraintes pour les gouvernements nationaux et les interventions d'acteurs extérieurs (Hellwig, 2014). Dans une large mesure, c'est aussi le cas des systèmes fédéraux ou confédéraux où l'attribution de la responsabilité à chacun des niveaux de gouvernement peut être compliquée, et ce d'autant plus que ce système de gouvernement est défini par des compétences croisées.

Les approches rétrospectives du vote offrent donc une clé de lecture importante pour comprendre les dynamiques électorales lors des consultations européennes suivant l'approche des élections de second ordre. Le jugement sur le gouvernement national en place serait clé pour déterminer les choix de vote, une performance perçue comme dégradée amenant à une sanction du gouvernement national. Notons au passage qu'il existe ce que l'on pourrait appeler une « asymétrie du blâme », puisque l'on suppose alors que la sanction l'emporte systématiquement sur la récompense.

Mais que se passerait-il si les élections européennes n'étaient pas de simples scrutins de second ordre ? Si les élections européennes étaient des élections parlementaires au sens classique, on pourrait alors supposer l'existence d'un vote rétrospectif au niveau européen. Dans ce cas, les électeurs européens décideraient de leurs choix électoraux en fonction du bilan estimé de la Commission européenne sortante. La conséquence empirique en serait évidente : celle d'une synchronisation des cycles électoraux européens lors de ces scrutins. Les évidences empiriques à l'appui d'une telle thèse ne semblent guère décelables à l'heure actuelle. Une part de la difficulté tient aussi à ce que l'identification du « sortant » est loin d'être des plus aisées. Plus fondamentalement, l'exercice de la responsabilité électorale dans l'UE bute sur un triple obstacle en termes de clarté. D'abord, l'architecture institutionnelle divise les responsabilités entre

Commission, Conseil et Parlement, sans que leurs majorités politiques se chevauchent forcément. Ensuite, la pratique politique s'est largement construite autour d'une collaboration entre les principaux partis tant au sein du Parlement que de la Commission, elle-même sans étiquette clairement affichée (Hix, Noury et Roland, 2005). Enfin, l'UE ne possède de compétence exclusive que dans un nombre restreint de domaines, les États membres participant en outre à formuler ses décisions au travers de leur action au Conseil.

Penser l'articulation des responsabilités électorales nationales et européennes dans le cadre des scrutins européens doit donc prendre une autre voie. Plus précisément, nous explorons dans cet article trois pistes de réflexion.

La première de ces pistes concerne la cible du vote rétrospectif. Au niveau européen, et en raison des problèmes de clarté que nous venons d'illustrer, il peut sembler vain d'identifier un acteur politique spécifique auquel imputer le blâme. De ce point de vue, un jugement négatif quant au bilan de la politique européenne pourrait donc s'exprimer au détriment du système politique lui-même (Schmitt et Thomassen, 1999). De ce fait, le vote rétrospectif pourrait s'exercer non pas contre le gouvernement mais contre les partis soutenant l'intégration européenne, ou, réciproquement, au profit des partis eurosceptiques.

La seconde piste de réflexion considère l'impact du vote rétrospectif selon la perception des juridictions respectives des États nationaux et de l'UE. Un effet possible de l'articulation des responsabilités nationales et européennes pourrait être celui d'une interaction entre perception des niveaux de responsabilité et propension à un vote rétrospectif. Entre d'autres termes, l'effet induit par la dégradation (ou de l'amélioration) de la performance dans un secteur donné devrait dépendre de l'évaluation du degré de responsabilité de l'acteur en jeu dans le domaine étudié. La dégradation de la conjoncture économique pourrait ainsi conduire à sanctionner les partis au gouvernement si l'État national est considéré comme le principal responsable de la situation économique ou bien à un vote eurosceptique si c'est, au contraire, l'UE qui est vue comme compétente en la matière.

La troisième piste de réflexion proposée vise à distinguer les politiques publiques des résultats obtenus. Le vote rétrospectif peut s'appuyer en effet tant sur un jugement des décisions publiques que sur le résultat qu'elles contribuent à former. Le jugement sur les politiques publiques est moins souvent utilisé car plus susceptible d'être influencé par un positionnement idéologique. Cela peut devenir toutefois un avantage dans le cadre européen, dans la mesure où le fait de revenir sur les politiques menées permet de surmonter en partie les difficultés liées à l'absence de clarté dans la responsabilité.

Ce sont ces pistes qui sont explorées dans le cadre des élections européennes de 2014 dans la section suivante.

2. LA RESPONSABILITÉ ÉLECTORALE ENTRE NIVEAU NATIONAL ET NIVEAU EUROPÉEN EN 2014

Les pistes de travail, ou hypothèses, que nous venons d'identifier vont être explorées dans un cadre particulier, celui des élections européennes de 2014, et dans le contexte spécifique de sept pays : Allemagne, Autriche, Espagne, France, Grèce, Italie, Portugal. Les élections de 2014, il faut le rappeler, sont marquées par deux dynamiques particulières. D'un côté, le contexte le plus marquant est celui de la « grande » crise économique marquant les pays de l'UE depuis environ cinq ans à la date de l'élection. Cette crise, marquée tant par la multitude des secteurs qu'elle touche, que par l'ampleur de ses effets économiques et par sa durée, apparaît comme largement structurante. On soulignera que notre échantillon de pays présente néanmoins à cet égard des situations contrastées. Allemagne et Autriche sont deux pays dont les indicateurs économiques sont plutôt positifs dans la période, avec une croissance certes limitée mais continuellement positive et un chômage particulièrement bas, autour de 5 %. À l'inverse, la Grèce, le Portugal et l'Espagne présentent la situation la plus dégradée, avec une diminution du PIB significative au cours des dernières années et des taux de chômage supérieurs à 20 %, à l'exception du Portugal où ce taux n'excède pas 15 %. La France surtout, et l'Italie dans une moindre mesure, constituent des cas intermédiaires, avec une dynamique certes négative mais une situation qui reste significativement meilleure, ou du moins plus

contrastée, que celle des trois autres pays du Sud de l'Europe. Le chômage notamment y reste inférieur à 13 %. On notera d'ailleurs avec intérêt que les situations électorales sont également fort différentes entre ces pays. Allemagne et Autriche ont vu leur parti au pouvoir être reconduit lors des élections nationales précédentes (Chrétiens-démocrates en Allemagne, Sociaux-démocrates en Autriche), mais dans des configurations de grande coalition. Dans tous les autres pays, le gouvernement sortant a perdu les élections nationales précédentes, avec néanmoins des cycles électoraux décalés (dernière élection en 2011 en Espagne et au Portugal, 2012 en France, en 2013 en Italie). Le second fait marquant des élections européennes de 2014 est l'apparition des candidats européens à la présidence de la Commission européenne. Mais cette dynamique n'a cependant finalement bouleversé ni les campagnes électorales ni les comportements de vote (Hobolt, 2014).

Pour ces sept pays et cette seule élection, nous disposons de résultats d'enquêtes post-électorales, réalisées par Internet auprès d'échantillons nationaux représentatifs de 4 000 personnes⁴. Ces enquêtes ont inclus une batterie de questions permettant d'estimer différentes composantes du vote rétrospectif. Avant de tester à proprement parler chacune des hypothèses proposées, nous décrivons rapidement les éléments communs à chacun de ces tests empiriques.

Les modèles que nous allons tester sont tous construits sur une technique de régression logistique multinomiale, à partir de deux variables dépendantes à trois modalités. La première variable dépendante concerne le vote pour le parti du premier ministre. Elle met en contraste le vote pour ce parti avec l'abstention et le vote pour un autre parti. Nous avons cependant agrégé les votes pour les autres partis au gouvernement dans la modalité regroupant les abstentionnistes. La seconde variable dépendante décrit le choix de vote en fonction du soutien à l'UE. Ainsi qu'expliqué précédemment, il s'agit là de modéliser le vote rétrospectif au niveau européen comme un vote de sanction ou de récompense par rapport au système institutionnel lui-même. Comme nous ne disposons pas de source externe indiscutable pour établir

4 1000 personnes seulement au Portugal et en Grèce.

l'eurosepticisme des différents partis lors de ces élections, nous l'avons construit en fonction des positions des électors. Pour avoir une définition simple, nous avons classé comme vote «euroseptique» tout vote pour un parti dont l'électorat est plus sceptique que la moyenne de l'ensemble de l'échantillon (5.09 sur une échelle de 11 positions) moins un quart de l'écart-type⁵. Réciproquement, les votes allant pour des partis dont les électors sont positionnés à la moyenne plus un quart de l'écart-type sont classés comme «europhiles». Le reste est agrégé aux abstentionnistes. L'intérêt de cette classification est de ne pas être redondante avec la variable précédente. En particulier, si aucun des votes euroseptiques ne s'exprime en faveur du parti du premier ministre en place, 60 % des votes europhiles se sont exprimés contre le parti du premier ministre. Sa limite est de ne pas avoir exactement la même catégorie centrale, à partir de laquelle les comparaisons seront menées.

Les variables de contrôle que nous avons ajouté aux modèles comprennent notamment les contrôles sociodémographiques usuels (sexe, âge et son carré, statut marital, taille du foyer, revenus du foyer, niveau d'éducation, profession), une variable de contrôle pour la religion, une autre pour la distance sur l'échelle gauche-droite entre la position du répondant et la position moyenne perçue du gouvernement national, et enfin des indicateurs mesurant les effets fixes par pays (devant capturer tant l'impact des conditions économiques que la position dans le cycle électoral national).

Les variables d'intérêt sont présentées dans chacune des trois sous-sections suivantes, organisées en fonction de la présentation initiale des hypothèses. À chaque fois, sont néanmoins pris en compte trois domaines différents de politiques publiques : le chômage, l'immigration et le changement climatique.

5 L'écart-type valant 2,92, la question portant sur une échelle où une borne était «La souveraineté nationale devrait être rétablie» et l'autre «L'intégration européenne devrait être menée plus loin».

2.1. L'IMPACT DE L'ÉVALUATION DES BILANS SUR LE VOTE ENTRE NIVEAU NATIONAL ET NIVEAU EUROPÉEN

Le vote rétrospectif est construit sur l'idée que les bilans comptent dans les décisions de vote. La première évaluation que nous menons concerne la cible de ce vote rétrospectif, s'il existe. Dans la logique de la théorie des élections de second ordre, ce vote rétrospectif devrait plus affecter la logique du soutien au gouvernement national que la logique de soutien à l'Europe. Nous testons cette idée en voyant comment le jugement sur la situation dans trois domaines de politiques publiques (toujours le chômage, l'immigration et le changement climatique) est ou non effectivement associé à différents comportements de vote. L'indicateur utilisé à cet effet est l'attribution d'une note sur une échelle en onze positions pour savoir si, considérant les 12 derniers mois, la situation s'est améliorée ou dégradée.

Les tableaux 1 et 2 regroupent les résultats de ces analyses, pour le vote respectivement par rapport au gouvernement national et par rapport au sentiment eurosceptique ou europhile. Les tableaux n'incluent que les principales variables, les contrôles sociodémographiques notamment n'étant pas affichés. Les résultats inclus sont les coefficients issus de modèles logistiques multinomiaux. Plusieurs résultats s'en dégagent.

Tableau 1. Vote pour ou contre le gouvernement en fonction de la perception du bilan national dans trois domaines

	VOTE POUR UN PARTI D'OPPOSITION						VOTE POUR LE PARTI DU PREMIER MINISTRE					
	Modèle 1a		Modèle 2a		Modèle 3a		Modèle 1a		Modèle 2a		Modèle 3a	
DISTANCE IDÉOLOGIQUE	0,01	0,01	0,01	0,01			-0,08	0,13		-0,06	0,14	
DISTANCE IDÉOLOGIQUE ²	0,02	0,003	***	0,02	0,002	***	-0,05	0,02	***	-0,05	0,02	**
BILAN CHÔMAGE	-0,02	0,005	***				0,14	0,03	***			
BILAN IMMIGRATION				-0,01	0,006	**				0,09	0,02	***
BILAN CLIMAT						**						***
FRANCE (REF.)											0,08	0,02
ALLEMAGNE	-0,53	0,07	***	-0,57	0,07	***	-0,29	0,14	**	-0,02	0,17	-0,05
ITALIE	0,08	0,03	**	0,07	0,03	**	0,1	0,04	***	1,16	0,08	***
ESPAGNE	-0,15	0,07	**	-0,18	0,07	***	-0,15	0,37		0,01	0,42	0,01
AUTRICHE	-0,33	0,02	***	-0,34	0,03	***	-0,56	0,06	***	-0,57	0,07	***
GRÈCE	0,27	0,13	**	0,28	0,12	**	-0,16	0,42		-0,13	0,42	-0,19
PORTUGAL	-0,89	0,05	***	-0,92	0,05	***	-0,94	0,05	***	-0,31	0,27	-0,17
N	14044			1407			14265			-0,17	0,31	-0,23
R ²	8,8			8,4			8,1					0,33

Modellité de référence: abstention et/ou vote pour un parti au gouvernement*: $p < 0,1$.
Variables de contrôles incluses dans le modèle mais non présentées**: $p < 0,05$.
Erreurs standards corrigées pour les effets de grappe***: $p < 0,01$.

Tableau 2. Vote europhile ou eurosceptique en fonction de la perception du bilan national dans trois domaines

	VOTE POUR UN PARTI EUROSCEPTIQUE				VOTE POUR UN PARTI EUROPHILE			
	Modèle 4a	Modèle 5a	Modèle 6a		Modèle 4a	Modèle 5a	Modèle 6a	
DISTANCE IDÉOLOGIQUE	0,16 ***	0,16 ***	0,16 ***	0,04 ***	-0,16 ***	-0,16 ***	-0,16 ***	0,06 ***
DISTANCE IDÉOLOGIQUE ²	0,04 ***	0,04 ***	0,04 ***	0,01 ***	-0,02 ***	-0,02 ***	-0,02 ***	0,004 ***
BILAN CHÔMAGE	-0,07 ***				0,08 ***			
BILAN IMMIGRATION		-0,11 ***				0,08 ***		
BILAN CLIMAT			-0,02 ***	0,03			0,04 **	0,01 **
FRANCE (réf.)								
ALLEMAGNE	0,24 ***	0,14 ***	0,09 ***	0,06	-0,76 ***	-0,61 ***	-0,61 ***	0,12 ***
ITALIE	-0,64 ***	-0,68 ***	-0,69 ***	0,06	0,16 ***	0,2 ***	0,16 ***	0,05 ***
ESPAGNE	-1,73 ***	-1,95 ***	-1,74 ***	0,11	-0,46 ***	-0,39 ***	-0,39 ***	0,18 ***
AUTRICHE	0,43 ***	0,42 ***	0,39 ***	0,07	-1,07 ***	-1,05 ***	-1,07 ***	0,02 ***
GRÈCE	1,94 ***	1,94 ***	1,87 ***	0,27	-1,18 ***	-1,15 ***	-1,19 ***	0,19 ***
PORTUGAL	-0,33 ***	-0,39 ***	-0,41 ***	0,3	-1,54 ***	-1,47 ***	-1,53 ***	0,1 ***
N	14044	14079	14265					
R ²	12,9	13,1	12,3					

Modalité de référence: abstention et/ou vote pour un parti sans position tranchée sur l'intégration européenne*. $p < 0,1$.
Variables de contrôles incluses dans le modèle mais non présentées**: $p < 0,05$.
Erreurs standards corrigées pour les effets de grappe***: $p < 0,01$.

Tout d'abord, et sans surprise, l'évaluation des bilans est systématiquement associée aux décisions de vote. Moins bon est jugé le bilan, plus haute est la probabilité de voter pour un parti d'opposition ou un parti eurosceptique par rapport au fait de s'abstenir. Et réciproquement, dans des proportions relativement symétriques : un bilan jugé meilleur est associé à des chances accrues de voter pour le parti du premier ministre ou un parti europhile. Deux précisions importantes doivent être apportées à ce niveau. Premièrement, la question du chômage apparaît légèrement plus déterminante que les autres enjeux pour le vote entre majorité et opposition nationale. Pour le vote entre partis eurosceptiques et europhiles, chômage et immigration jouent de manière comparable tandis que la question du changement climatique ne pèse que marginalement. Deuxièmement, et cette fois contrairement aux attendus, le poids du bilan ne semble pas plus déterminant dans la balance entre gouvernement et opposition que par rapport au soutien ou au rejet de l'intégration européenne. En fait, ces enjeux, toujours comparativement à l'abstention, sont plus associés au vote pour le parti du premier ministre, du côté positif, et au vote pour un parti eurosceptique, du côté négatif.

Pour avoir une meilleure idée de la taille des effets en question ici, nous proposons quelques exemples de probabilités prédites de comportement. Pour la question du chômage, passer de l'opinion que la situation s'est « beaucoup dégradée » à « beaucoup améliorée » augmente la probabilité de voter pour le parti du gouvernement de 5 à 19 %, et diminue celle de voter pour un parti d'opposition de 42 à 31 %. Si l'on s'intéresse maintenant au vote en fonction de l'attitude de leurs électeurs respectifs par rapport à l'intégration européenne, on voit alors que le jugement sur l'enjeu du chômage augmente la probabilité de vote pour un parti europhile de 16 à 30 %, mais diminue la probabilité de voter eurosceptique de 36 à 14 %. On confirme donc bien ici la comparabilité des effets. La taille de ces effets est significative mais reste de taille modérée.

Au-delà de ces résultats, on remarquera encore que la distance idéologique au gouvernement national joue toujours un rôle important dans l'orientation des votes, quel que soit le critère de classification des partis. On retrouve ici un résultat classique de l'analyse électorale, à savoir que les gouvernements

nationaux tendent à avoir des positions médianes tandis que les partis eurosceptiques sont plus ancrés aux extrêmes, qu'ils soient de gauche ou de droite. Notons également que les effets fixes pays sont importants. On retrouve ici des caractéristiques nationales connues. Par exemple, on peut souligner l'absence de vote eurosceptique fort en Espagne, miroir d'un système partisan où ces forces sont pratiquement absentes.

Ces premières analyses montrent donc avec évidence que la perception des dynamiques contextuelles rétrospectives n'influencent pas les décisions uniquement dans l'arbitrage entre soutien au gouvernement et à l'opposition. Les votes s'exprimant sur la base d'une dimension structurée par les attitudes à l'égard de l'intégration européenne y sont également fermement ancrés.

2.2. BILANS, CLARTÉ DE LA RESPONSABILITÉ ET VOTE

Nous pouvons approfondir cette première piste en intégrant le fait, à présent, que les perceptions de la répartition des responsabilités entre niveau national et niveau européen diffèrent entre les individus (de Vries, Edwards et Tillman, 2011 ; Hobolt et Tilley, 2013). L'hypothèse est que l'effet de cette perception du bilan devrait être d'autant plus fort que la responsabilité de ce niveau est mise en jeu. Pour ce faire, nous reprenons les modèles précédents, en y incluant une variable mesurant l'attribution de la responsabilité entre niveau national et niveau européen sur la question (échelle en 11 positions une nouvelle fois) et l'interaction entre cette variable et l'estimation du bilan. Pour une lecture plus aisée, les tableaux 3 et 4 présentent ces résultats uniquement pour les enjeux du chômage et de l'immigration, et sans les variables de contrôle (qui reste par ailleurs équivalentes aux valeurs observées précédemment).

Les résultats présentés dans ces tableaux pourraient être interprétés, trop rapidement, comme montrant que la perception des responsabilités nationales et européennes ne joue en rien dans le vote rétrospectif. Deux fois sur quatre, les termes d'interaction ne sont pas significatifs. Les résultats sont néanmoins plus nuancés que cela. D'une part, ils confirment les analyses précédentes. Le vote rétrospectif joue le plus en faveur du parti du premier ministre et en faveur des partis eurosceptiques. L'impact est moins tranché dans les deux autres

situations. D'autre part, et c'est là le plus important, l'introduction du terme d'interaction vient systématiquement augmenter la valeur absolue du coefficient associé à l'effet de la perception du bilan. En d'autres termes, et même s'il existe visiblement un bruit significatif dans les données dont nous disposons, la perception des responsabilités des États-nations et de l'UE joue bien dans le sens attendu dans la propension des électeurs à sanctionner ou à récompenser en fonction de leur perception des bilans. Percevoir, par exemple, une situation fortement dégradée du chômage et, simultanément, une responsabilité avant tout européenne dans ce domaine conduit bien ainsi à moins sanctionner les partis au gouvernement et à plus soutenir des forces eurosceptiques.

Tableau 3. Vote pour ou contre le gouvernement en fonction de la perception du bilan et de la clarté de la responsabilité

	VOTE POUR UN PARTI D'OPPOSITION		VOTE POUR LE PARTI DU PREMIER MINISTRE					
	Modèle 1b		Modèle 2b		Modèle 1b		Modèle 2b	
BILAN CHÔMAGE	-0,02	0,01			0,21	0,04	***	
RESPONSABILITÉ NAT. OU EU	-0,01	0,01			0,04	0,02	***	
BILAN* RESPONSABILITÉ	0	0,002			-0,01	0,002	***	
BILAN IMMIGRATION			-0,01	0,02			0,13	0,04
RESPONSABILITÉ NAT. OU EU			-0,005	0,005			0,04	0,01
BILAN * RESPONSABILITÉ			0	0			-0,007	0,002
N	13727		13894					
R ²	9		8,4					

Modalité de référence: abstention et/ou vote pour un parti au gouvernement*: $p < 0,1$.

Variables de contrôles incluses dans le modèle mais non présentées**: $p < 0,05$.

Erreurs standards corrigées pour les effets de grappe***: $p < 0,01$.

Tableau 4. Vote europhile ou eurosceptique en fonction de la perception du bilan national et de la clarté de la responsabilité

	VOTE POUR UN PARTI EUROSCPTIQUE				VOTE POUR UN PARTI EUROPHILE			
	Modèle 4b		Modèle 5b		Modèle 4b		Modèle 5b	
BILAN CHÔMAGE	-0,09	0,03	**		0,11	0,02	***	
RESPONSABILITÉ NAT. OU EU	0	0,01			0,01	0,01		
BILAN* RESPONSABILITÉ	0	0			0	0		
BILAN IMMIGRATION				-0,17	0,05		***	0,1
RESPONSABILITÉ NAT. OU EU				-0,01	0,01			0,01
BILAN* RESPONSABILITÉ				0,08	0,03	**		-0,003
N	13763			13894				0,002
R ²	13,1			13,1				

Modalité de référence: abstention et/ou vote pour un parti sans position tranchée sur l'intégration européenne*: $p < 0,1$.
Variables de contrôles incluses dans le modèle mais non présentées**: $p < 0,05$.
Erreurs standards corrigées pour les effets de grappe***: $p < 0,01$.

2.3. DES BILANS AU JUGEMENT SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

Pour mieux estimer la robustesse de nos résultats, nous proposons maintenant de substituer à l'évaluation des bilans en termes de résultats une évaluation, toujours par les électeurs, de leur accord avec les politiques publiques menées au niveau national et au niveau européen. Cette substitution suit une double logique. Elle permet d'un côté de contrôler le biais de perception des situations par les électeurs (Chzhen, Evans et Pickup, 2013). De l'autre côté, elle permet de mieux différencier l'évaluation respective des différents niveaux de gouvernement dans la mesure où les évaluations peuvent être maintenant différenciées entre niveau national et niveau européen. Les effets attendus de cette substitution sont mixtes. Dans la mesure où la perception de l'accord avec les politiques est plus corrélée au positionnement idéologique que l'évaluation de la situation, l'effet de cette variable devrait être moins significatif. En même temps, la différenciation entre niveau de référence national et européen devrait augmenter le pouvoir d'explication de cette variable.

Tableau 5. Vote pour ou contre le gouvernement en fonction de la perception du bilan national dans trois domaines

	VOTE POUR UN PARTI D'OPPOSITION				VOTE POUR LE PARTI DU PREMIER MINISTRE							
	Modèle 1c		Modèle 2c		Modèle 1c		Modèle 2c					
DISTANCE IDÉOLOGIQUE	0,01	0,01		0,007	0,01		-0,06	0,14		-0,05	0,16	
DISTANCE IDÉOLOGIQUE²	0,02	0,003	***	0,02	0,003	***	-0,05	0,02	***	-0,05	0,02	**
POLITIQUES NAT. / CHÔMAGE	-0,02	0,01	*				0,17	0,02	***			
RESPONSABILITÉ NAT. OU EU	-0,01	0,01					0,02	0,01				
POLITIQUES* RESPONSABILITÉ	0	0					-0,007	0,002	***			
POLITIQUES NAT. / IMMIG.				-0,03	0,01	***				0,13	0,02	***
RESPONSABILITÉ NAT. OU EU				-0,01	0,006					0,02	0,01	*
POLITIQUES* RESPONSABILITÉ				0,002	0,001					-0,003	0,001	**
N	13546			13631								
R²	9,2			8,6								

Modalité de référence: abstention et/ou vote pour un parti au gouvernement*: $p < 0,1$.

Variables de contrôles incluses dans le modèle mais non présentées **: $p < 0,05$.

Erreurs standards corrigées pour les effets de groupe ***: $p < 0,01$.

Tableau 6. Vote europhile ou eurosceptique en fonction de la perception du bilan national dans trois domaines

	VOTE POUR UN PARTI EUROSCEPTIQUE				VOTE POUR UN PARTI EUROPHILE					
	Modèle 4c		Modèle 5c		Modèle 4c		Modèle 5c			
DISTANCE IDÉOLOGIQUE	0,16	0,04	***	0,15	0,04	***	-0,15	0,06	***	
DISTANCE IDÉOLOGIQUE ²	0,04	0,01	***	0,04	0,01	***	-0,02	0,004	***	
POLITIQUES NAT. / CHÔMAGE	-0,15	0,03	***			***	0,07	0,02		
RESPONSABILITÉ NAT. OU EU	-0,03	0,02				***	0,02	0,01		
POLITIQUES * RESPONSABILITÉ	0,009	0,004	**			*	-0,004	0,002		
POLITIQUES NAT. / IMMIGR.				-0,12	0,03	***		0,04	0,02	***
RESPONSABILITÉ NAT. OU EU				-0,004	0,02			0,006	0,007	
POLITIQUES* RESPONSABILITÉ				0,002	0,004			0,001	0,001	
N	12754			12838						
R ²	13,2			12,8						

Modalité de référence: abstention et/ou vote pour un parti sans position tranchée sur l'intégration européenne*. $p < 0,1$.
Variables de contrôles incluses dans le modèle mais non présentées **: $p < 0,05$.
Erreurs standards corrigées pour les effets de grappe ***: $p < 0,01$.

De fait, comme les tableaux 5 et 6 le démontrent, les résultats obtenus ainsi sont très proches de ceux obtenus précédemment. Ces variables restent significatives, avec un impact d'ampleur comparable aux analyses précédentes. De manière surprenante, les coefficients associés au positionnement idéologique sur la dimension gauche-droite ne changent que peu également, même si l'on peut noter une légère augmentation de ces coefficients sans toutefois que celle-ci ne soit véritablement significative.

L'interprétation principale de ce résultat est d'ordre méthodologique. Il indique l'absence de différence fondamentale, aux yeux des électeurs, entre l'évaluation qu'ils peuvent faire des politiques publiques et celle de leurs résultats. Les corrélations entre ces indicateurs sont en effet importantes (de l'ordre de ,5 au niveau national), même si l'on notera avec intérêt que la corrélation entre jugement sur les résultats nationaux et jugement sur les politiques publiques européennes est moins important (de l'ordre de ,3). La conclusion à en tirer est donc bien celle de la robustesse des résultats présentés précédemment plutôt que celle d'une différenciation fine entre les politiques publiques et leurs résultats.

CONCLUSION

L'objectif que nous nous étions fixé dans cet article était d'explorer les dynamiques du vote rétrospectif dans un système de gouvernance à niveau multiples, et ce à l'occasion des élections européennes, c'est-à-dire à l'occasion de l'élection de second ordre. Trois conclusions en ressortent nettement. Premièrement, le vote rétrospectif ne s'exerce pas seulement selon un affrontement entre majorité et opposition, mais joue dans des proportions comparables dans la détermination des choix entre partis favorables ou opposés à l'intégration européenne. Deuxièmement, la logique rétrospective nationale est renforcée par la croyance en une souveraineté nationale préservée, quand la logique rétrospective européenne est elle confortée par la conviction que c'est l'UE l'acteur clé des décisions en matière de politiques publiques. Troisièmement, ces évaluations rétrospectives ne font pas de différence entre les politiques

publiques adoptées et leurs résultats ; le vote rétrospectif est bien construit autour d'une appréciation globale de la « performance » gouvernementale.

Ces résultats viennent évidemment directement interroger l'interprétation des élections européennes comme de pures élections de second ordre, où la logique nationale domine sans partage. Les résultats présentés ici ne montrent bien sûr pas la prééminence d'une logique européenne, mais, au contraire, la coexistence de ces deux logiques dans l'orientation des votes. Il est bien entendu difficile d'évaluer, à ce stade, la mesure dans laquelle ces résultats sont spécifiques aux pays observés et à la période retenue. Néanmoins, une prise en compte globale du contexte incite à penser que nous pointons ici une transformation en cours des rapports à l'Europe et de la signification même des échéances européennes. La crise économique a été, en effet, le moteur d'une transformation importante des modes de gouvernance européenne. L'UE est intervenue à de plus grandes reprises et sur des sujets centraux, qui plus est avec des répercussions directes sur les vies des citoyens européens. On pourrait y voir la preuve que, sur des sujets aussi importants que le chômage et l'immigration, l'évaluation des politiques européennes compte bien maintenant dans le choix de partis qui, s'ils restent nationaux, se différencient également de manière croissante sur les questions européennes. En d'autres termes, les indices relevés ici sont moins ceux d'un déplacement du politique du national vers l'échelon européen qu'une hybridation croissante entre ces niveaux.

BIBLIOGRAPHIE

ALESINA Alberto, COHEN Gerald D., ROUBINI Nouriel, 1993, « Electoral business cycle in industrial democracies », *European Journal of Political Economy*, 9-1, p. 1-23.

ANDERSON Christopher J., 2007, « The End of Economic Voting? Contingency Dilemmas and the Limits of Democratic Accountability », *Annual Review of Political Science*, 10-1, p. 271-296.

BATTISTA Emilio, DEHOUSSE Fernand, FAURE Maurice, SCHUIJT Willem J., METZGER Ludwig, 1960, « Rapport fait au nom la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles sur l'élection de l'Assemblée parlementaire

européenne au suffrage universel direct», Document de séance du Parlement européen 1960-1961, 22, 30 Avril.

BIRCH Sarah, ALLEN Nicholas, 2015, «Judging Politicians: The Role of Political Attentiveness in Shaping How People Evaluate the Ethical Behaviour of Their Leaders», *European Journal of Political Research*, 54-1, p.43-60.

CHZHEN Kat, EVANS Geoffrey, PICKUP Mark, 2013, «When Do Economic Perceptions Matter for Party Approval?», *Political Behavior*, 36-2, p.291-313.

DE VRIES Catherine, EDWARDS Erica, TILLMAN Erik, 2011, «Clarity of Responsibility beyond the Pocketbook: How Political Institutions Condition EU Issue Voting», *Comparative Political Studies*, 44-3, p.339-363.

DUCH Raymond M., 2008, *The Economic Vote: How Political and Economic Institutions Condition Election Results*, Cambridge, Cambridge University Press.

FIORINA Morris P., 1981, *Retrospective Voting in American National Elections*, New Haven, Yale University Press.

FRANKLIN Mark N., 2004, *Voter Turnout and the Dynamics of Electoral Competition in Established Democracies since 1945*, Cambridge, Cambridge University Press.

HELLWIG Timothy, 2014, *Globalization and Mass Politics: Retaining the Room to Maneuver*, Cambridge, Cambridge University Press.

–, SAMUELS David, 2007, «Voting in Open Economies: The Electoral Consequences of Globalization», *Comparative Political Studies*, 40-3, p.283-306.

HIX Simon, HOYLAND Bjorn, 2011, *The Political System of the European Union*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

HIX Simon, MARSH Michael, 2007, «Punishment or Protest? Understanding European Parliament Elections», *Journal of Politics*, 69-2, p.495-510.

–, 2011, «Second-Order Effects plus Pan-European Political Swings: An Analysis of European Parliament Elections Across Time», *Electoral Studies*, 30-1, p.4-15.

HIX Simon, NOURY Abdul, ROLAND Gérard, 2005, «Power to the Parties: Cohesion and Competition in the European Parliament, 1979-2001 », *British Journal of Political Science*, 35-2, p.209-234.

- HOBOLT Sara B., 2014, «A vote for the President? The Role of *Spitzenkandidaten* in the 2014 European Parliament Elections», *Journal of European Public Policy*, 21-10, p. 1528-1540.
- , TILLEY James, 2014, «Who's in Charge? How Voters Attribute Responsibility in the European Union», *Comparative Political Studies*, 47-6, p. 795-819.
- , TILLEY James, BANDUCCI Susan, 2013, «Clarity of Responsibility: How Government Cohesion Conditions Performance Voting», *European Journal of Political Research*, 52-2, p. 164-87.
- HOOGHE Liesbet, MARKS Gary, 2001, *Multi-Level Governance and European Integration*, London, Rowman & Littlefield.
- KINDER Donald R., KIEWIET D. Roderick, 1979, «Economic Discontent and Political Behavior: The Role of Personal Grievances and Collective Economic Judgments in Congressional Voting», *American Journal of Political Science*, 23-3, p. 495-527.
- KRIESI Hans-Peter, 2012, «The Political Consequences of the Financial and Economic Crisis in Europe: Electoral Punishment and Popular Protest», *Swiss Political Science Review*, 18-4, p. 518-522.
- LEWIS-BECK Michael S., 1988, *Economics and Elections: the Major Western Democracies*, Ann Arbor, University of Michigan Press.
- , STEGMAIER Mary, 2000, «Economic Determinants of Electoral Outcomes», *Annual Review of Political Science*, 3-1, p. 183-219.
- MANIN Bernard, PRZEWORSKI Adam, STOKES Susan C. (éds), 1999, *Democracy, Accountability, and Representation*, Cambridge, Cambridge University Press.
- MERRILL Samuel III, GROFMAN Bernard, 1999, *A Unified Theory of Voting: Directional and Proximity Spatial Models*, Cambridge, Cambridge University Press.
- NORDHAUS William D., 1975, «The Political Business Cycle», *The Review of Economic Studies*, 42-2, p. 169-190.
- POWELL G. Bingham, WHITTEN Guy D., 1993, «A Cross-National Analysis of Economic Voting: Taking Account of the Political Context», *American Journal of Political Science*, 37-2, p. 391-414.
- REIF Karlheinz, 1984, «National Electoral Cycles and European Elections 1979 and 1984», *Electoral Studies*, 3-3, p. 244-255.

- , SCHMITT Hermann, 1980, «Nine Second-Order National Elections: A Conceptual Framework for the Analysis of European Elections Results», *European Journal of Political Research*, 8, p. 3-44.
- SAUGER Nicolas, 2014, «Économie et vote en 2012», *Revue française de science politique*, 63-6, p. 1031-1049.
- SCHMITT Hermann, 2005, «The European Parliament Elections of June 2004: Still Second-Order?», *West European Politics*, 28-3, p. 650-679.
- (éd.), 2014, *European Parliament Elections after Eastern Enlargement*, London, Routledge.
- , THOMASSEN Jacques (éds), 1999, *Political Representation and Legitimacy in the European Union*, Oxford, Oxford University Press.
- STRAETEN Karine van der, SAUGER Nicolas, LASLIER Jean-François, BALIS André, 2013, «Sorting Out Mechanical and Psychological Effects in Candidate Elections: An Appraisal with Experimental Data», *British Journal of Political Science*, 43-4, p. 937-944.
- VAN DER BRUG Wouter, VAN DER EIJK Cees, FRANKLIN Mark, 2007, *The Economy and the Vote: Economic Conditions and Elections in Fifteen Countries*, Cambridge, Cambridge University Press.
- WHITTEN Guy D., PALMER Harvey D., 1999, «Cross-national analyses of economic voting», *Electoral Studies*, 18-1, p. 49-67.